

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 16 novembre 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives au statut syndical des membres du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 29 janvier 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 november 1995 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het syndicaal statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 29 januari 1996 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

L'arrêté en projet tend, comme en témoigne son intitulé, à modifier certaines dispositions relatives au statut syndical des membres du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Sont ainsi soumis à modification :

- l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie,
- l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie et
- l'arrêté royal du 22 décembre 1992 relatif à la création d'une commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

EXAMEN DU PROJET.Préambule.Alinéa 1er.

Il ressort de l'objet même des diverses dispositions qu'il comporte que l'arrêté en projet repose non seulement sur les articles 4, § 2, et 15, de la loi du

.../...

11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel de la gendarmerie mais aussi sur l'article 3 de cette même loi.

L'alinéa doit, en conséquence, être rédigé comme suit:

"Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 3 modifié par les lois des 24 juillet 1992 et 9 décembre 1994, l'article 4, § 2 et l'article 15;"

Alinéas 2, 3 et 4.

Il y a lieu, conformément à l'usage, de viser expressément chacune des dispositions que l'arrêté en projet tend à modifier.

Les trois alinéas considérés seront, à cet effet, rédigés comme suit:

"Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie, notamment les articles 2, 1^o, 2^o et 3^o, 3, 1^o, 5, §§ 1^{er} et 3, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 3, alinéa 2, 8, alinéa 1^{er}, 11, § 1^{er}, 12, 13, § 1^{er}, alinéa 2, 14, 15, 19, alinéa 1^{er}, et 20, alinéa 2;

.../...

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie, notamment les articles 2, alinéas 1er et 2, 3, § 2, alinéas 1er et 2, 4, §§ 1er et 3, 6, § 2, 7, § 1er, alinéa 1er et § 2, alinéas 1er et 2, 9, alinéa 3, 10, alinéa 2, 15, § 2, 1^o et 17;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1992 relatif à la création d'une commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 4, § 3, alinéas 2 et 3, et 17, § 3, alinéa 1er;".

Alinéa 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 2.

Article 3, 1^o, en projet.

Afin d'éviter toute divergence d'interprétation quant à la notion d'"organisations syndicales représentatives" contenue dans la disposition en projet, il serait préférable de préciser qu'il s'agit de celles visées à l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978 précitée.

.../...

La même observation vaut en ce qui concerne l'article 5, § 1er, en projet, contenu à l'article 3 du projet.

L'usage commande, par ailleurs, d'éviter autant que possible l'insertion de phrases incidentes au sein d'un texte comportant une énumération.

Mieux vaudrait, en conséquence, compte tenu des observations qui précèdent, rédiger l'article 2 du projet comme suit :

"Art. 2. L'article 3, 1^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"1^o les dirigeants responsables de l'organisation syndicale mentionnés dans la liste visée à l'article 12, 5^o, de la loi, à concurrence des dix premiers et, à concurrence des vingt premiers, lorsque cette organisation est une organisation syndicale représentative visée à l'article 5 de la loi;"

Article 3.

Article 5, § 1er, en projet.

1. Les trois premiers alinéas de la disposition en projet seraient mieux rédigés comme suit:

.../...

"§ 1er. Le nombre de membres du personnel agréés en tant que délégués permanents est fixé à six par organisation syndicale représentative, visée à l'article 5 de la loi, pour autant que le nombre des membres affiliés cotisants en service actif représente dix pour cent au moins de l'ensemble des membres du personnel de la gendarmerie.

L'organisation syndicale représentative qui compte le plus grand nombre d'affiliés cotisants en service actif mais qui ne satisfait pas à la condition visée à l'alinéa 1er dispose de quatre délégués permanents.

L'organisation syndicale représentative qui compte, en deuxième position, le plus grand nombre d'affiliés cotisants en service actif mais qui ne satisfait pas à la condition visée à l'alinéa 1er dispose de trois délégués permanents".

2. Le quatrième alinéa de la disposition en projet qui a trait au nombre de délégués permanents auxquels les organisations syndicales agréées non représentatives peuvent prétendre précise que ces mêmes organisations syndicales ont droit à deux délégués permanents pour autant qu'elles puissent prouver que le nombre de leurs affiliés cotisants en service actif atteint cinq pour cent au moins de l'ensemble des membres du personnel de la gendarmerie et qu'elles perçoivent auprès de leurs affiliés une cotisation syndicale répondant à certaines exigences.

.../...

Il y a lieu d'observer que ces deux conditions auxquelles est subordonné l'octroi du bénéfice de délégués permanents ne sont pas mentionnées dans la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Toutefois, s'agissant d'organisations syndicales simplement agréées, il pourrait être soutenu que le Roi tire le pouvoir d'imposer ces conditions de l'article 15 de la loi du 11 juillet 1978 précitée. Il y va toutefois d'une interprétation large de cette disposition légale, qui n'est pas à l'abri de toute contestation. Aussi serait-il souhaitable de donner au pouvoir du Roi d'imposer de telles conditions un fondement légal incontestable en modifiant en ce sens l'article 15 de la loi.

3. Le cinquième alinéa de la disposition en projet tend expressément à attribuer à la commission instituée par l'article 11 de la loi du 11 juillet 1978 précitée la mission spécifique de vérifier si les organisations syndicales agréées non représentatives respectent strictement les conditions auxquelles elles sont tenues de satisfaire dès lors qu'elles souhaitent pouvoir disposer d'un certain nombre de délégués permanents.

Force est de constater, à cet égard, que la commission que le Roi entend, en l'espèce, charger de cette mission particulière n'est pas, aux termes de la disposition légale qui l'organise investie d'autres pouvoirs que celui de vérifier si les organisations syndicales, qui siègent ou qui demandent à pouvoir siéger, selon le cas, dans les

.../...

comités de négociation ou de concertation ou dans les comités de gestion des services sociaux, satisfont aux exigences de représentativité prescrites par l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978 précitée.

En confiant à la commission dont il s'agit l'exercice de missions autres que celles qui lui ont été explicitement attribuées par le législateur, le Roi sort des limites de ses pouvoirs.

L'alinéa 5 de la disposition en projet doit, par conséquent, être omis.

L'intention des auteurs du projet pourrait, le cas échéant, être réalisée par une modification de l'article 11 de la loi du 11 juillet 1978 précitée qui viserait à confier à la commission prévue par cet article, à la fois la mission de déterminer quelles sont les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 5 de la loi et celle de déterminer le nombre de délégués syndicaux permanents auxquels les organisations agréées, représentatives ou non, pourraient prétendre.

Article 5, § 3, en projet.

Le paragraphe 3 de l'article 5 en projet dispose :

"L'agrément peut être refusé sur avis du comité de négociation, par une décision motivée fondée sur l'intérêt général".

.../...

1. La précision que la décision doit être motivée en fonction de l'intérêt général est inutile, car elle ne pourrait l'être par d'autres considérations.

L'observation vaut également pour l'article 14, 3°, du projet (modification de l'article 4, § 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie).

2. Quant à l'exigence de motivation, elle découle directement de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs qui prévoit que, sauf exceptions limitativement énumérées, tout acte administratif unilatéral à caractère individuel doit être motivé en la forme. Il suffit donc d'écrire :

"L'agrément peut être refusé sur avis du comité de négociation".

Article 4.

Article 7, § 1er, 1°, en projet.

La modification en projet contenue au 1° doit, de l'accord de l'officier délégué, prendre place à la fin du paragraphe 1er du texte actuel de l'article 7 sous la forme d'un alinéa 4 nouveau. Cette manière de procéder présente le double avantage de préserver la logique du texte actuel de

.../...

la disposition modifiée et d'en maintenir une compréhension aisée.

Le texte néerlandais de l'article 7, § 1er, 1^o, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7, § 3, alinéa 2, en projet.

L'intention de l'auteur du projet serait, comme en a lui-même convenu l'officier délégué, plus justement traduite en substituant au texte actuel de la disposition en projet le texte suivant :

"A l'expiration de son congé syndical, le délégué permanent est affecté à un emploi vacant correspondant à son grade. Dans le cas où cet emploi ne fait pas partie de son unité d'origine, la réaffectation de l'intéressé ne peut avoir lieu que moyennant une concertation préalable avec l'organisation syndicale concernée. A cette occasion, il est tenu compte de l'emploi qu'il exerçait antérieurement et de sa situation familiale".

Article 7.

Article 12, § 3, en projet.

1. De l'accord de l'officier délégué, les mots "et qui font partie du corps opérationnel de la gendarmerie"

.../...

figurant à l'alinéa 1er de la disposition en projet sont à omettre.

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le mot "précités" figurant à l'alinéa 2 de la disposition en projet doit être remplacé par les mots "visés à l'alinéa 1er".

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. En comparant l'arrêté royal du 27 janvier 1995 relatif à l'organisation de la gendarmerie avec l'arrêté en projet, on constate que certains services énumérés dans le premier arrêté ne figurent pas dans le second. Tel est le cas, notamment, du service Palais de Justice, de la brigade du métro comprenant, entre autres, le poste de contrôle du terminal Eurostar et une antenne au centre de communication Nord.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons de cette omission. Ces raisons doivent, en tout cas, être

.../...

objectives et adéquates, c'est-à-dire en rapport avec le but poursuivi par la réglementation.

2. Par ailleurs, comme en a convenu l'officier délégué, il convient, pour se conformer à la terminologie employée par la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et par l'arrêté royal précité du 27 janvier 1995, de remplacer respectivement les mots "délégués provinciaux" et "unité provinciale de circulation", figurant sous le 1^o et le troisième tiret du 2^o de la disposition en projet, par les mots "délégués de groupe" et "unités spéciales de police de la route" (1).

La disposition en projet doit être revue à la lumière de ces deux observations.

En outre, le texte néerlandais de l'article 13, § 1er, alinéa 2, 2^o, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

1. L'article 14 en projet exclut les membres suppléants de son champ d'application.

(1) A l'article 14 en projet (article 9 du projet), il y a également lieu de remplacer, in fine, les mots "délégué provincial" par les mots "délégué de groupe".

Toutefois, telle qu'elle est formulée, cette disposition écarte le membre suppléant de toute possibilité de congé syndical. Or, lorsqu'il est amené à remplacer un membre effectif, il doit se trouver dans la même situation administrative que le membre effectif qu'il remplace (1).

De l'accord de l'officier délégué, il y a dès lors lieu de supprimer les termes "à l'exception des membres suppléants".

La même observation vaut en ce qui concerne l'article 14bis en projet contenu à l'article 10 du projet.

2. La référence dans l'article 14 en projet "aux prérogatives énumérées aux articles 13, 1^o et 2^o, et 14, 1^o, 2^o et 3^o, de la loi" est inutile, celle-ci étant déjà contenue dans l'article 13, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie.

Les mots "pour l'exercice d'une ou de plusieurs prérogatives énumérées aux articles 13, 1^o et 2^o, et 14, 1^o, 2^o et 3^o, de la loi" doivent, dès lors, être omis dans la disposition examinée.

(1) A cet égard, on observera que l'article 14 actuel de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie consacre le principe d'une "dispense de service" et n'exclut nullement les suppléants de son champ d'application.

En outre, le texte néerlandais de l'article 14, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Article 14bis en projet.

Le mot "précité" figurant à l'alinéa 2 de la disposition en projet doit, de l'accord de l'officier délégué, être remplacé par les mots "visé à l'alinéa 1er".

Le texte néerlandais de l'article 14bis, en projet, serait mieux rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

Article 15 en projet.

Mieux vaudrait remplacer les mots "pris dans le cadre dudit alinéa" par les mots "pris en application de cet alinéa".

Le texte néerlandais de l'alinéa, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

CHAPITRE II.

Il convient de mettre au pluriel le terme "modification" dans l'intitulé du chapitre II.

Le texte néerlandais de l'article 14, 1^o et 2^o, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE IV.

L'article 19 revêtant le caractère d'une disposition transitoire et l'article 18 celui d'une disposition fixant l'entrée en vigueur d'un texte réglementaire, l'ordre de ces deux articles doit être interverti.

Article 18 (devenant l'article 19).

Il y a lieu d'adapter la date d'entrée en vigueur prévue par cette disposition.

Article 19 (devenant l'article 18).

1. En ce qui concerne l'alinéa 2, il est fait référence à la première observation formulée au sujet de l'article 3 du projet.

.../...

2. Le Conseil d'Etat se demande ce qu'il advient des organisations syndicales représentatives qui ne sont pas visées par la disposition examinée.

Si l'article 5, § 1er, en projet, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie leur est immédiatement applicable, ce qui est la règle en l'absence de disposition transitoire, elles devront, pour obtenir six délégués syndicaux permanents, justifier que le "nombre de membres affiliés cotisants en service actif (atteint) au moins 10 pour cent de l'ensemble des membres du personnel", ce qui nécessitera un comptage à opérer par la commission visée à l'article 11 de la loi du 11 juillet 1978 précitée.

ONDERWERP VAN HET ONTWERP.

Blijkens het opschrift strekt het ontworpen besluit ertoe sommige bepalingen te wijzigen betreffende het vakbondsstatuut van de personeelsleden van het operationeel korps van de rijkswacht.

Aldus worden gewijzigd :

- het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel,
- het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel en
- het koninklijk besluit van 22 december 1992 betreffende de oprichting van een commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Aanhef.Eerste lid.

Uit het onderwerp zelf van de verschillende bepalingen die het ontworpen besluit bevat, blijkt dat het niet alleen steunt op de artikelen 4, § 2, en 15, van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de

.../...

overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel, maar tevens op artikel 3 van dezelfde wet.

Het lid moet bijgevolg als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1992 en 9 december 1994, op artikel 4, § 2, en artikel 15;"

Tweede, derde en vierde lid.

Zoals gebruikelijk is, behoort uitdrukkelijk te worden verwezen naar elk van de bepalingen die het ontworpen besluit wil wijzigen.

De drie desbetreffende leden dienen daartoe als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel, inzonderheid op de artikelen 2, 1^o, 2^o en 3^o, 3, 1^o, 5, §§ 1 en 3, 7, § 1, eerste lid en § 3, tweede lid, 8, eerste lid, 11, § 1, 12, 13, § 1, tweede lid, 14, 15, 19, eerste lid, en 20, tweede lid;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswacht-personeel, inzonderheid op de artikelen 2, eerste en tweede lid, 3, § 2, eerste en tweede lid, 4, §§ 1 en 3, 6, § 2, 7, § 1, eerste lid en § 2, eerste en tweede lid, 9, derde lid, 10, tweede lid, 15, § 2, 1^o en 17;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1992 betreffende de oprichting van een commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 4, § 3, tweede en derde lid, en 17, § 3, eerste lid;".

Vijfde lid.

Men schrijve : "Gelet op protocol nr. 17 ...

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Ontworpen artikel 3, 1^o.

Om te voorkomen dat het begrip "representatieve syndicale organisaties", dat is vervat in de ontworpen bepaling, op uiteenlopende wijzen wordt uitgelegd, zou het verkieslijk zijn te vermelden dat het de "syndicale organisaties" betreft bedoeld in artikel 5 van de voormelde wet van 11 juli 1978.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 5, § 1, dat vervat is in artikel 3 van het ontwerp.

Het gebruik wil bovendien dat het invoegen van tussenzinnen in een tekst die een opsomming bevat, zoveel mogelijk wordt vermeden.

Gelet op de voorgaande opmerkingen zou het bijgevolg beter zijn artikel 2 van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Art. 2. Artikel 3, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"1° de verantwoordelijke leiders van de syndicale organisatie die vermeld worden op de lijst bedoeld in artikel 12, 5°, van de wet, ten getale van de eerste tien, en ten getale van de eerste twintig als die organisatie een representatieve syndicale organisatie is bedoeld in artikel 5 van de wet;"

Artikel 3.

Ontworpen artikel 5, § 1.

1. De eerste drie leden van de ontworpen bepaling zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Het aantal als vaste afgevaardigden erkende personeelsleden bedraagt zes per representatieve syndicale

.../...

organisatie, bedoeld in artikel 5 van de wet, voor zover het aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst ten minste tien procent bedraagt van de gezamenlijke personeelsleden van de rijkswacht.

De representatieve syndicale organisatie die het grootste aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst telt, maar niet voldoet aan de voorwaarde gesteld in het eerste lid, beschikt over vier vaste afgevaardigden.

De representatieve syndicale organisatie die het tweede grootste aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst telt, maar niet voldoet aan de voorwaarde gesteld in het eerste lid, beschikt over drie vaste afgevaardigden".

2. Het vierde lid van de ontworpen bepaling, dat betrekking heeft op het aantal vaste afgevaardigden waarop de erkende, niet-representatieve "syndicale organisaties" aanspraak kunnen maken, bepaalt dat diezelfde "syndicale organisaties" recht hebben op twee vaste afgevaardigden voor zover zij kunnen aantonen dat hun aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst ten minste vijf procent bedraagt van de gezamenlijke personeelsleden van de rijkswacht en zij van hun leden een bondsbijdrage innen die voldoet aan bepaalde vereisten.

Er behoort op te worden gewezen dat die twee voorwaarden, waarvan het toekennen van het recht op vaste afgevaardigden afhankelijk wordt gesteld, niet worden vermeld in de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps.

.../...

Aangezien het evenwel gewoon erkende "syndicale organisaties" betreft, zou kunnen worden gesteld dat de Koning de bevoegdheid om die voorwaarden op te leggen ontleent aan artikel 15 van de voormelde wet van 11 juli 1978. Het gaat echter wel om een ruime interpretatie van die wetsbepaling, die niet gevrijwaard is tegen elke betwisting. Het zou dan ook wenselijk zijn dat aan de bevoegdheid van de Koning om zulke voorwaarden op te leggen, een onweerlegbare rechtsgrond wordt gegeven door artikel 15 van de wet in die zin te wijzigen.

3. Het vijfde lid van de ontworpen bepaling wil uitdrukkelijk aan de bij artikel 11 van de voormelde wet van 11 juli 1978 ingestelde commissie de specifieke taak opdragen om na te gaan of de niet-representatieve erkende "syndicale organisaties" strikt de voorwaarden naleven waaraan zij moeten voldoen willen zij kunnen beschikken over een bepaald aantal vaste afgevaardigden.

In dat opzicht behoort te worden vastgesteld dat de commissie waaraan de Koning in dit geval die bijzondere taak wenst op te dragen, luidens de wetsbepaling waarbij ze wordt opgericht geen andere bevoegdheden heeft dan de bevoegdheid om na te gaan of de "syndicale organisaties" die zitting hebben of vragen om zitting te hebben, naar gelang van het geval in de onderhandelings- of overlegcomités dan wel in de beheerscomités van de sociale diensten, voldoen aan de representativiteitsvereisten gesteld in artikel 5 van de voormelde wet van 11 juli 1978.

.../...

Door aan de commissie in kwestie het vervullen van andere taken op te dragen dan die welke haar door de wetgever uitdrukkelijk zijn toegewezen, gaat de Koning zijn bevoegdheid te buiten.

Het vijfde lid van de ontworpen bepaling moet bijgevolg vervallen.

Het doel van de stellers van het ontwerp zou, in voorkomend geval, kunnen worden bereikt door een wijziging van artikel 11 van de voormelde wet van 11 juli 1978, waarbij aan de commissie waarin dat artikel voorziet, zowel de taak zou worden opgedragen om te bepalen welke de representatieve "syndicale organisaties" zijn in de zin van artikel 5 van de wet als de taak om het aantal vaste vakbondsafgevaardigden te bepalen waarop de al dan niet representatieve erkende organisaties aanspraak zouden kunnen maken.

Ontworpen artikel 5, § 3;

Paragraaf 3 van het ontworpen artikel 5 bepaalt het volgende :

"De erkenning kan in het algemeen belang, na advies van het onderhandelingscomité, bij een met redenen omklede beslissing worden geweigerd".

.../...

1. De vermelding dat de beslissing gemotiveerd moet worden in het algemeen belang is nutteloos, daar zij niet op grond van andere overwegingen kan worden gemotiveerd.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 14, 3°, van het ontwerp (wijziging van artikel 4, § 3, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel).

2. De motiveringsvereiste van haar kant, vloeit rechtstreeks voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen waarin wordt bepaald dat, behoudens limitatief opgesomde uitzonderingen, elke eenzijdige bestuurshandeling met individuele strekking uitdrukkelijk gemotiveerd moet worden. Het volstaat dus te schrijven :

"De erkenning kan worden geweigerd op advies van het onderhandelingscomité".

Artikel 4.

Ontworpen artikel 7, § 1, 1°.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de in onderdeel 1° vervatte ontworpen wijziging aan het einde van paragraaf 1 van de huidige tekst van artikel 7 moet komen te staan in de vorm van een nieuw vierde lid. Die werkwijze biedt het tweevoudige voordeel dat de huidige tekst van de gewijzigde bepaling logisch en bevattelijk blijft.

.../...

De tekst van dit nieuwe ontworpen lid zou bovendien beter als volgt worden geredigeerd :

"Bij elke aanwijzing van een vaste afgevaardigde, ... door een gedetacheerd of aangewezen personeelslid";

Ontworpen artikel 7, § 3, tweede lid.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de bedoeling van de steller van het ontwerp juist zou worden weergegeven indien de huidige tekst van de ontworpen bepaling vervangen werd als volgt :

"De vaste afgevaardigde wordt, na afloop van zijn syndicaal verlof, aangesteld in een vacante betrekking die overeenstemt met zijn graad. Indien die betrekking geen deel uitmaakt van zijn oorspronkelijke eenheid, kan de betrokkene alleen herplaatst worden na voorafgaand overleg met de betrokken syndicale organisatie. Naar aanleiding daarvan wordt rekening gehouden met de betrekking die hij voordien vervulde en met zijn gezinstoestand".

Artikel 7.

Ontworpen artikel 12, § 3.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "en die behoren tot het operationeel korps van de rijkswacht", die voorkomen in het eerste lid van de ontworpen bepaling, dienen te vervallen.

In hetzelfde lid, derde zin, is het woord "tussen" verkeerd gebruikt. Men schrijve "over".

2. Het woord "voornoemde" in het tweede lid van de ontworpen bepaling moet vervangen worden door de woorden "bedoeld in het eerste lid". Men schrijve dus : "De in het eerste lid bedoelde leden ...".

Artikel 8.

1. Als men het koninklijk besluit van 27 januari 1995 betreffende de organisatie van de rijkswacht vergelijkt met het ontworpen besluit, stelt men vast dat bepaalde, in het eerste besluit opgenoemde diensten niet voorkomen in het tweede. Dit is onder meer het geval met de dienst Justitiepaleis, de Metrobrigade, die onder meer de controlepost van de Eurostar-terminal bevat alsook een post in het Communicatiecentrum-Noord.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom deze diensten worden weggelaten. De redenen daarvoor moeten hoe dan ook objectief en adequaat zijn, dit wil zeggen evenredig met het door de regeling nagestreefde doel.

2. De gemachtigde officier is het er bovendien mee eens dat, wil men zich richten naar de terminologie die wordt gebruikt in de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en in het voormelde koninklijk besluit van 27 januari

.../...

1995, de woorden "provinciale afgevaardigde" en "provinciale verkeerseenheid", die voorkomen in de bepaling onder 1° en na het derde streepje van 2° van de ontworpen bepaling, respectievelijk vervangen dienen te worden door de woorden "groepsafgevaardigden" en "bijzondere eenheden van verkeerspolitie" (1).

De ontworpen bepaling moet worden herzien in het licht van deze twee opmerkingen.

Bovendien schrijve men in het ontworpen artikel 13, § 1, tweede lid, 2°, telkens "uitgezonderd ..." in plaats van "uitgezonderd voor ...".

Artikel 9.

1. Het ontworpen artikel 14 houdt de plaatsvervangende leden buiten zijn werkingssfeer.

Zoals deze bepaling is gesteld, ontnemt zij het plaatsvervangend lid evenwel elke mogelijkheid om vakbondsverlof te krijgen. Wanneer hij evenwel een gewoon lid moet

(1) Ook in het ontworpen artikel 14 (artikel 9 van het ontwerp), dienen, in fine, de woorden "provinciaal afgevaardigde" vervangen te worden door het woord "groepsafgevaardigde".

vervangen, moet hij zich in dezelfde administratieve toestand bevinden als het gewone lid dat hij vervangt (1).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "met uitzondering van de plaatsvervangende leden" bijgevolg moeten worden geschrapt.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 14bis dat vervat is in artikel 10 van het ontwerp.

2. De verwijzing, in het ontworpen artikel 14, naar de "prerogatieven bepaald bij de artikelen 13, 1^o en 2^o, en 14, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet" is zinloos, aangezien zij reeds is vervat in artikel 13, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel.

De woorden "voor het uitoefenen van één of meer prerogatieven bepaald bij de artikelen 13, 1^o en 2^o, en 14, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet" moeten bijgevolg worden weggelaten uit de onderzochte bepaling.

(1) In dat opzicht zij erop gewezen dat het huidige artikel 14 van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel, het beginsel vastlegt van een "vrijstelling van dienst" en de plaatsvervangende leden geenszins buiten zijn werkings-sfeer houdt.

Bovendien zou het woord "dienstnoodwendigheden" vervangen moeten worden door de woorden "behoeften van de dienst".

Artikel 10.

Ontworpen artikel 14bis.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "voornoemd verlof" in het tweede lid van de ontworpen bepaling vervangen moeten worden door de woorden "het verlof bedoeld in het eerste lid".

In het eerste lid van het ontworpen artikel zou het bovendien beter zijn het woord "vormingsverlof" te vervangen door het woord "opleidingsverlof"; in het tweede lid van het ontworpen artikel zou het woord "vorming" vervangen moeten worden door het woord "opleiding" en de woorden "syndicale mandatarissen", die ongebruikelijk zijn, door het woord "vakbondsafgevaardigden".

Artikel 11.

Ontworpen artikel 15.

Het zou beter zijn de woorden "genomen in het raam van voornoemd lid" te vervangen door de woorden "genomen met toepassing van dit lid".

.../...

Het woord "de" vóór het woord "tweehonderdvierenzestig" moet vervallen.

HOOFDSTUK II.

In de Franse tekst dient het woord "modification" in het opschrift van hoofdstuk II in het meervoud te staan.

In artikel 14, 1^o, schrijve men in het nieuw ontworpen tweede lid :

"Zij bestaat uit ten hoogste zes leden, onder wie ten minste één vaste afgevaardigde die, uitgezonderd de laatstgenoemde, gekozen ...".

Het onder artikel 16, 1^o, ontworpen lid dient te worden herschreven naar analogie van deze opmerking.

In artikel 14, 2^o, zou het beter zijn in het nieuw ontworpen derde lid, de woorden "per op de dagorde ingeschreven zaak" te vervangen door de woorden "per zaak die op de agenda staat". Dezelfde opmerking geldt voor het onder artikel 16, 2^o, ontworpen lid (hoofdstuk III).

HOOFDSTUK IV.

Aangezien artikel 19 een overgangsbepaling is en artikel 18 een bepaling tot vaststelling van de inwerkingtreding van een verordeningstekst, moeten deze twee artikelen van plaats worden verwisseld.

.../...

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

De datum van inwerkingtreding waarin deze bepaling voorziet, moet worden aangepast.

Artikel 19 (dat artikel 18 wordt).

1. Wat het tweede lid betreft, wordt verwezen naar de eerste opmerking die is gemaakt in verband met artikel 3 van het ontwerp.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat er zal worden van de representatieve vakorganisaties waar niet naar wordt verwezen in de onderzochte bepaling.

Als het ontworpen artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel rechtstreeks op hen van toepassing is, hetgeen bij ontstentenis van overgangsbepaling de regel is, zullen zij, willen zij zes vaste vakbondsafgevaardigden krijgen, moeten bewijzen dat het "aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst ten minste 10 procent bedraagt van de gezamenlijke personeelsleden", hetgeen een telling zal vereisen door de commissie bedoeld in artikel 11 van de voormelde wet van 11 juli 1978.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.